

des problèmes de l'inflation, même s'il n'a pas su nous dire comment les résoudre. Au bas de la première page de sa déclaration, il dit:

J'ai constaté avec satisfaction que le nouveau Directeur général du Fonds monétaire international, M. Witteveen, ainsi qu'un certain nombre d'autres participants aux deux conférences ont accordé une très large place, dans leurs interventions, au problème de l'inflation internationale.

Et voilà l'avantage qu'il y a, monsieur l'Orateur, à combiner les rapports: dans la phrase suivante, le ministre passe tout de suite à la conférence des ministres du Commonwealth. Il signale que ces derniers ont remarqué, en particulier, les problèmes découlant des prix élevés et ainsi de suite. Il aurait été intéressant que le ministre poursuive en nous faisant connaître ce que M. Witteveen avait déclaré dans son rapport aux administrateurs du Fonds monétaire international un peu plus tôt, comme en témoigne l'étude du FMI:

Pour exploiter cette occasion de réaliser une véritable percée dans la lutte contre l'inflation, il peut se révéler essentiel d'ajouter aux politiques monétaires et fiscales une forme de politique des revenus destinée à agir directement sur les prix et sur les salaires dont la fixation ne dépend pas de facteurs concurrentiels. L'expérience récente a démontré que l'élimination d'une demande excessive, bien qu'elle soit nécessaire pour réduire l'inflation, n'est peut-être pas suffisante par elle-même à cette fin. Des dispositions efficaces en matière de revenu s'imposent d'autant plus dans un climat international soulagé de la tendance inflationniste. Dans de telles conditions, une poursuite de la hausse des salaires et des prix au rythme actuel pourrait facilement avoir des répercussions défavorables à la croissance et à l'embauche, surtout dans les pays dont la position concurrentielle a souffert de la révision des taux de change.

Comme cela est vrai, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il maintenant répondre à cette question: dans ses remarques à la conférence du Fonds monétaire international, a-t-il exprimé les vues du gouvernement canadien au sujet de la recommandation du directeur général sur une politique des revenus? Il serait très intéressant d'entendre ce que le ministre a déclaré à cet égard.

J'approuve certainement le ministre de souhaiter vivement une collaboration internationale dans la lutte contre l'inflation, mais, à ce point précis, il n'y donne pas suite. Somme toute, si 12 des 19 pays de l'OCDE exercent une maîtrise partielle ou presque totale à l'heure actuelle, pourquoi le Canada doit-il se distinguer en étant un des pays qui a le plus de difficulté à freiner son inflation et qui agit le moins possible sous ce rapport en imposant seulement une réglementation minimum.

● (1420)

M. Turner (Ottawa-Carleton): C'est qu'elle n'a pas été efficace.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Pour votre gouverne, le ministre affirme qu'elle ne sera jamais efficace.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Non, je n'ai pas dit cela. Je dis qu'elle ne l'a pas été.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mais semble-t-il, rien ne va plus au Canada. Les mois succèdent aux mois et l'inflation ne connaît pas de répit. Je crois que depuis sa visite en Afrique, le ministre ne cesse d'imiter le comportement de ce fameux oiseau géant du continent, et il se cache la tête dans le sable.

Pour ce qui est de la réforme monétaire je trouve, comme le ministre, que les progrès sont extrêmement lents. Nous venons de traverser en 1973 des mois d'angoissantes crises financières à l'échelon international et je ne crois pas que le monde puisse faire face à une autre

Les finances

période du même genre. Je me demande si les pays ne sont pas soudain médusés et incapables de penser et d'agir de façon à améliorer les relations internationales en matière monétaire? Sur ce point je suis de l'avis du ministre et je crois qu'il faudrait procéder avec beaucoup plus de célérité.

Le ministre n'a pas parlé de cet aspect, étant donné qu'au moment des entretiens, la crise au Moyen-Orient n'avait pas encore éclaté, mais je me demande si les crises de 1973 ne constituent pas en quelque sorte un prologue savamment orchestré, dans le cadre du Fonds monétaire international, à l'ouverture des présentes hostilités. Le ministre pensera peut-être que c'est aller un peu loin, mais je désire qu'il y songe. De toute façon, cela sert simplement à démontrer que la chose est possible.

Nous désirons savoir également ce que le Canada a proposé quant à la restructuration du Fonds monétaire international, si le ministre parle d'une marge plus large ou s'il parle de blocage larvé et quels droits les pays en voie de développement devraient détenir à certains droits de tirage spéciaux, ce qui, à mon avis, compliquerait indûment ce qui est essentiellement un programme d'échange par le travers en quelque sorte d'un programme d'aide à l'étranger.

Et voici mon dernier point. Je pourrais citer longuement le dernier sommaire communiqué à la conférence par M. Witteveen au sujet des progrès accomplis dans le domaine de la réforme monétaire, mais, apparemment, il est question d'établir un régime de change fixe qui sera la pierre angulaire de la réforme. Je voudrais maintenant poser la question suivante au ministre: le Canada a-t-il insisté pour qu'on reconnaisse un droit de flottement? Si tel est le cas, comment cela cadre-t-il avec la déclaration du ministre qui aurait dit que le Canada reviendra bientôt à un taux de change fixe, ce qu'il devrait faire pour respecter l'accord actuellement en vigueur?

Le ministre nous a donné beaucoup d'information qu'il faudrait examiner en détail, mais ce n'est pas le moment d'entreprendre un tel examen. Je m'aperçois que Votre Honneur commence à être contrarié. Le ministre nous a fait un déclaration de 10 minutes. C'était court, et j'espère que ma réponse sur ces mêmes informations l'est tout autant.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de constater que le ministre ait été disposé à faire aujourd'hui une déclaration à la Chambre au sujet des rencontres auxquelles il a pris part ces dernières semaines pour discuter de la situation monétaire internationale. Mais je ne puis dire que je sois satisfait, et je ne pense pas que beaucoup de députés de la Chambre le soient, des résultats de ces rencontres. Ces résultats ont en effet été très décourageants. Il est décevant de constater qu'aucune solution n'a été apportée au système monétaire international ainsi qu'aux problèmes posés par le dollar américain.

J'estime que le Canada aurait pu jouer un rôle plus positif en essayant d'apporter une solution à ce problème. Le ministre aurait peut-être dû mieux exposer dans sa déclaration les opinions qu'il a exprimées et les attitudes qu'il a adoptées au cours de ces conférences. La décision prise par le Groupe des Vingt de fixer au 31 juillet de l'année prochaine la date limite pour trouver une solution constitue le seul résultat positif de ces réunions. Divers comités à caractère technique ont été établis pour mettre au point une solution acceptable.

Selon la déclaration du ministre, les discussions qui ont eu lieu en Afrique n'ont pas porté sur le rôle des institu-